

Burundi : la nomination d'un rapporteur Spécial de l'ONU saluée par la société civile

@rib News, 02/04/2022 - Source Agence Anadolu La nomination par l'ONU d'un rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi a été saluée par plusieurs activistes de la société civile. [Photo : M. Fortuné Zongo (Burkina Faso) a été nommé le 1er avril nouveau Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme au Burundi.]

« Je me réjouis de la nomination de Fortuné Zongo comme Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi ; le gouvernement du Burundi devrait lui faciliter la tâche, s'il ne s'accuse de rien », a déclaré samedi Armel Niyongere, militant des droits de l'homme et président de l'ONG Action des chrétiens pour l'abolition de l'ACAT-Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Vendredi, le Conseil de l'ONU pour les droits de l'homme a annoncé dans un communiqué, la nomination de Fortuné Zongo, Burkinabé, comme Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi. Selon Philibert Niyonkuru, militant de la Ligue des droits de l'homme, ITEKA (dignité), l'ONU fait bien de « garder l'il rivé sur la situation des droits de l'homme au Burundi, à travers son rapporteur spécial ». Les autorités burundaises n'ont encore réagi à cette nomination d'un rapporteur de l'ONU sur les droits de l'homme dans le pays. En octobre dernier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avait décidé de mettre fin au mandat de la Commission d'enquête sur les droits de l'homme au Burundi. Créée en septembre 2016, pour enquêter sur les violations des droits humains et les abus commis au Burundi depuis la crise de 2015 née des contestations contre le 3^e mandat du défunt président Pierre Nkurunziza, cette commission avait été reconduite 5 fois et produit plusieurs rapports accablants sur la situation des droits humains dans le pays. Le Gouvernement burundais avait toujours refusé de collaborer avec cette Commission mise en place sans son aval. Depuis la prise de fonction du nouveau président Evariste Ndayishimiye, donné vainqueur de l'élection présidentielle de mai 2020, la situation des droits de l'homme va s'améliorant dans le pays, selon les observateurs.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});